

En 2023, la Bretagne affiche la plus forte hausse de l'emploi salarié des régions métropolitaines

Entre fin 2022 et fin 2023, l'emploi salarié progresse deux fois plus vite en Bretagne qu'au niveau national (+1,2 % contre +0,6 %). S'il augmente dans tous les départements bretons, l'Ille-et-Vilaine porte à elle seule plus de la moitié des 16 300 créations nettes d'emplois en 2023 dans la région. Le tertiaire non marchand apparaît comme le principal moteur de la croissance avec 9 100 emplois créés. Sous l'effet de la baisse de l'intérim, l'emploi dans le tertiaire marchand ralentit. Dans l'industrie bretonne, il progresse plus faiblement et dans la construction, il se replie même légèrement. Quant au secteur agricole, il gagne des emplois dans un contexte de baisse nationale.

L'emploi salarié breton augmente deux fois plus vite qu'au niveau national

Au cours de l'année 2023, l'**emploi salarié** poursuit sa croissance chaque trimestre en Bretagne, entre 0,2 % et 0,4 % ► **figure 1**. Fin décembre 2023, la région compte 1 325 000 emplois salariés, soit 16 300 de plus que fin 2022. En un an, l'emploi salarié marque le pas en France (+0,6 %), tandis qu'il augmente de 1,2 % en Bretagne, soit deux fois plus qu'au niveau national. Il s'agit de la plus forte hausse des régions métropolitaines ► **figure 2**.

Au niveau départemental, entre fin 2022 et fin 2023, l'emploi est le plus dynamique en Ille-et-Vilaine (+1,8 %) ► **figure 3**. Avec 490 000 emplois fin décembre 2023, ce département représente 37 % de l'emploi salarié régional et plus de la moitié de la progression annuelle en volume (+8 600 emplois). Dans les Côtes-d'Armor, l'emploi augmente de 1,2 % en un an. C'est le seul département breton à afficher une croissance supérieure à celle de l'année 2022, qui était de +0,9 %. Le Finistère (+0,9 % soit +3 100 emplois) et le Morbihan (+0,7 % soit +2 000) présentent une croissance inférieure au taux régional.

Au niveau sectoriel, le tertiaire non marchand¹ contribue le plus à l'augmentation annuelle de l'emploi régional ► **figure 4**. Il est en effet le principal secteur créateur d'emplois (+9 100 sur un an), devant le tertiaire marchand (+6 400), l'industrie (+800) et l'agriculture (+200). Seul le secteur de la construction perd des emplois en 2023 (-200).

1 - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Le tertiaire non marchand tire l'emploi breton vers le haut

En 2023, l'emploi salarié dans le secteur tertiaire non marchand totalise près de 442 000 emplois salariés dans la région ► **figure 5**. Il accélère de 2,1 %, après +1,2 % en 2022. C'est la plus forte croissance annuelle des régions métropolitaines. L'augmentation est de 1,7 % dans les Côtes-d'Armor, le Finistère et le Morbihan. Elle est plus élevée en Ille-et-Vilaine (+2,8 %), liée au dynamisme du secteur de la santé (+5,0 %) avec 1 500 emplois créés, notamment dans les centres hospitaliers rennais.

En France, la hausse depuis fin 2022 dans le tertiaire non marchand est moins prononcée (+0,9 %).

La baisse de l'intérim freine la progression du tertiaire marchand

Le tertiaire marchand, composé du commerce et des services, regroupe en Bretagne 590 000 salariés fin 2023. Il représente 45 % de l'ensemble des salariés bretons, une part moins élevée que celle observée en France (49 %). Entre fin 2022 et fin 2023, l'emploi dans ce secteur augmente de 1,1 % (après +2,5 % en 2022), soit trois fois plus qu'en France (+0,4 %), ce qui correspond à 6 400 créations nettes d'emplois. Il progresse nettement en Ille-et-Vilaine (+1,8 %) et dans une moindre mesure dans les Côtes-d'Armor (+1,3 %). La hausse est plus limitée dans le Finistère (+0,6 %) et le Morbihan (+0,2 %), en lien avec la baisse d'environ 10 % de l'**intérim** dans chacun de ces deux départements ► **encadré**.

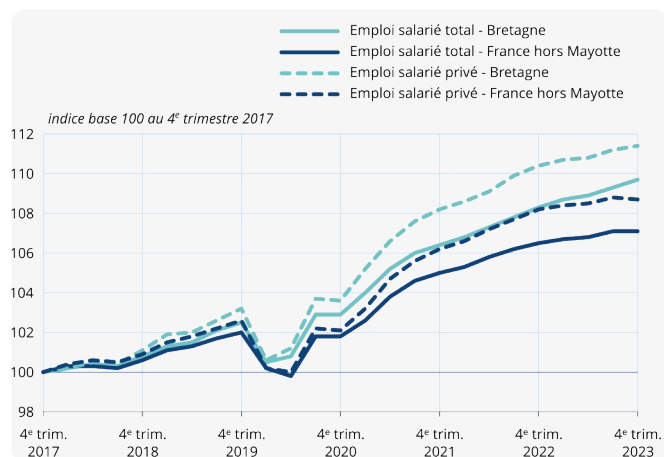
Par sous-secteur, les **services aux entreprises hors intérim**, qui totalisent 118 000 emplois, gagnent 3 000 emplois en Bretagne depuis fin 2022, dont sept sur dix en Ille-et-Vilaine. L'augmentation de l'emploi dans ce secteur (+2,6 %) est plus élevée qu'en France (+1,5 %). Dans les **services aux ménages**, l'emploi croît

de 2,4 % (+1 400) entre fin 2022 et fin 2023 en Bretagne, plus qu'en France (+1,0 %). L'Ille-et-Vilaine et le Morbihan portent la hausse régionale avec 500 emplois créés dans chacun des départements. Dans le **commerce**, qui regroupe 28 % des emplois du tertiaire marchand en Bretagne, l'emploi augmente de 0,8 % (+1 300 emplois), deux fois plus qu'en France (+0,4 %). La hausse, qui concerne majoritairement le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, se situe entre 0,6 % dans le Finistère et 1,1 % en Ille-et-Vilaine. En 2023, l'**hébergement-restauration**, avec une augmentation de 2,2 % du nombre d'emplois dans la région, en crée deux fois moins qu'en 2022 (+1 200 après +2 600). Le département des Côtes-d'Armor affiche la plus forte progression annuelle : +3,6 %. Dans la région, la hausse est également marquée dans l'**information et communication** (+3,0 %) et les **services financiers** (+2,9 %). Seul le département des Côtes-d'Armor présente une baisse de l'emploi dans ces deux secteurs. L'emploi progresse plus modérément dans le **transport et entreposage** (+0,6 %), en lien avec une baisse des effectifs dans le Finistère (avec la fermeture du site Hop à Morlaix) et dans le Morbihan (avec les difficultés de certains transports routiers). Il diminue dans les **services immobiliers** (-0,9 %) dans tous les départements, excepté l'Ille-et-Vilaine (+0,6 %).

Dans l'industrie, l'emploi augmente moins qu'en France

L'industrie rassemble en Bretagne près de 185 000 salariés fin 2023, ce qui représente 14 % de l'ensemble des salariés bretons, une part un peu plus forte que celle observée en France (12 %). L'emploi dans l'industrie bretonne augmente moins qu'au niveau national (+0,4 % contre +1,1 %). Sur les 800 emplois industriels supplémentaires dans la région, près de la moitié se situe dans le Finistère. Dans les trois autres

► 1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié

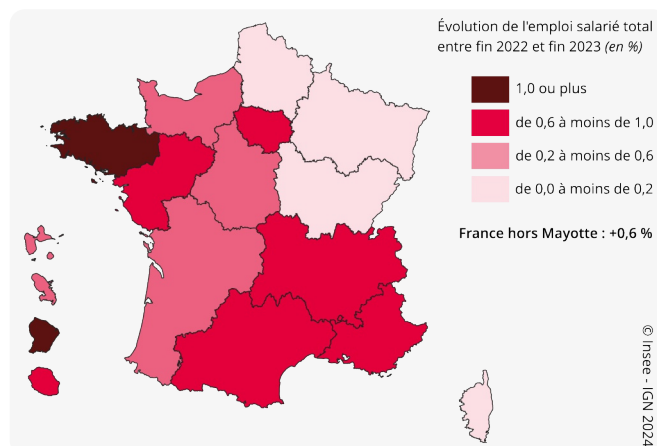


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution régionale de l'emploi salarié total



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Lecture : les bornes comprennent une limite correspondant à l'évolution au niveau national (+0,6 % entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023), ce qui permet de visualiser si les régions ont évolué plus ou moins vite comparativement au niveau national.

Champ : emploi salarié total ; France hors Mayotte.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Emploi salarié total par département et par grand secteur d'activité - Bretagne

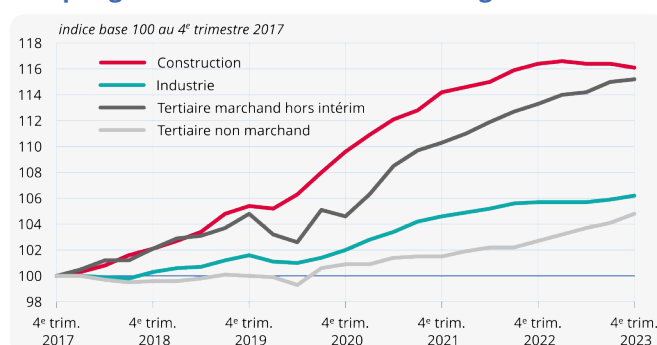
	Emploi au 31/12/2023 (en milliers)	Évolution 2022-2023 (en %)						Total
		Agri-culture	Indus-trie	Construc-tion	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	
Côtes-d'Armor	209,3	0,5	0,4	0,3	1,3	0,0	1,7	1,2
Finistère	348,5	-0,4	0,8	-0,9	0,6	-10,3	1,7	0,9
Ille-et-Vilaine	490,0	2,5	0,2	-0,1	1,8	-4,1	2,8	1,8
Morbihan	277,3	1,4	0,4	-0,3	0,2	-9,9	1,7	0,7
Bretagne	1 325,0	0,8	0,4	-0,3	1,1	-6,0	2,1	1,2

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité - Bretagne



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 5. Emploi salarié total par secteur d'activité - Bretagne

	Emploi au 31/12/2023 (en milliers)	Évolution 2022-2023 (en %)		Évolution annuelle moyenne 2017-2022 ¹ (en %)	
		Bretagne	France hors Mayotte	Bretagne	France hors Mayotte
Agriculture	26,6	0,8	-0,4	1,4	1,9
Industrie	184,7	0,4	1,1	1,1	0,6
Industrie agroalimentaire	75,7	-0,5	0,8	1,0	1,7
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	14,3	3,3	2,1	1,5	1,1
Biens d'équipement	20,7	3,2	2,0	1,2	0,4
Matériels de transport	11,7	1,9	1,8	-0,4	-0,5
Autres branches industrielles	62,2	-0,2	0,5	1,4	0,3
Construction	82,3	-0,3	-0,7	3,1	2,9
Tertiaire marchand	589,8	1,1	0,4	2,4	1,8
Commerce	166,6	0,8	0,4	1,9	1,4
Transports	62,3	0,6	0,8	0,8	0,9
Hébergement - restauration	54,6	2,2	1,4	3,0	2,5
Information - communication	36,2	3,0	-0,1	4,6	4,1
Services financiers	37,7	2,9	1,5	1,8	1,1
Services immobiliers	10,2	-0,9	-2,9	4,8	2,2
Services aux entreprises hors intérim	118,4	2,6	1,5	4,3	2,8
Intérim	44,0	-6,0	-6,6	1,3	0,2
Services aux ménages	59,8	2,4	1,0	1,6	1,1
Tertiaire non marchand	441,6	2,1	0,9	0,5	0,4
Total	1 325,0	1,2	0,6	1,6	1,3

1 - Évolution qui aurait été observée pour l'emploi salarié total du secteur pour chaque année de la période considérée, en supposant une évolution identique chaque année.

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Emploi salarié

départements bretons, la hausse se situe entre 0,2 % et 0,4 %.

La Bretagne est la seule région métropolitaine où l'**agroalimentaire**, qui y représente 41 % des emplois de l'industrie, perd des emplois en 2023. Dans le sillage de l'année 2022, l'emploi dans les industries agroalimentaires diminue de 0,5 % en 2023 (-400 emplois), alors qu'en France, il augmente de 0,8 %. Le Finistère, sous l'effet de difficultés dans les conserveries, et l'Ille-et-Vilaine, marquée par la fermeture de la fromagerie Lactalis à Retiers en 2023, perdent chacun 200 emplois. Dans les deux autres départements bretons, l'emploi est quasi stable.

À l'inverse, l'emploi croît dans la **fabrication de biens d'équipement** (+3,2 %). En Ille-et-Vilaine, les emplois créés sont les plus nombreux (+400 sur 600 emplois supplémentaires), suite aux embauches de Thales à Étrelles et Safran Electronics & Defense à Fougères. Le sous-secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage** est également créateur d'emplois (+3,3 %, soit +500 emplois). Dans la **fabrication de matériels de transport**, l'emploi progresse de 1,9 % par rapport à fin 2022 dans la région (+200 emplois), comme en France (+1,8 %). Le dynamisme dans le Morbihan (+6,7 % avec la création de

frégates chez Naval Group à Lorient) s'oppose à la baisse de l'emploi en Ille-et-Vilaine (Stellantis à Rennes devant faire face à l'arrêt progressif de commercialisation de deux véhicules). Dans les **autres branches industrielles**, l'emploi est légèrement en repli de 0,2 % dans un contexte de hausse nationale (+0,5 %). L'évolution de l'emploi dans les Côtes-d'Armor (-1,4 %) et le Morbihan (-0,8 %) est à l'origine de ce recul.

La construction perd des emplois

Entre fin 2022 et fin 2023, l'emploi dans la construction diminue dans la majorité des régions. En Bretagne, la baisse constatée (-0,3 %) est moins importante que celle observée au niveau national (-0,7 %). Les 200 emplois en moins sur un an sont majoritairement situés dans le Finistère (-0,9 %). Fin 2023, ce secteur emploie 82 300 salariés.

Contrairement au niveau national, l'emploi progresse dans l'agriculture

Fin 2023, l'emploi salarié du secteur agricole rassemble en Bretagne 26 600 salariés, soit 2,0 % de l'ensemble des salariés bretons. Cette part est plus importante que celle observée en France (1,2 %). L'emploi augmente de 0,8 % en

2023 (+200 emplois), dans un contexte de baisse nationale (-0,4 %). Cependant, cette croissance annuelle régionale reste plus faible que celle observée en moyenne sur la période 2017-2022 (+1,4 %). Avec près de 200 emplois supplémentaires en un an (+2,5 %), l'Ille-et-Vilaine apparaît comme le département breton le plus dynamique de ce secteur. ●

Auteurs :

Agnès Palaric (Insee), Stéphane Moro (Dreets)

Avertissement

Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie).

Encadré - L'intérim en Bretagne : une forte baisse en 2023 qui concerne la plupart des secteurs

L'évolution de l'intérim est sensible aux variations de l'activité économique. Ainsi, même s'il ne représente que 3,3 % de l'emploi salarié total en Bretagne à la fin de l'année 2023, il constitue un indicateur avancé de l'emploi. Lors d'opérations de réduction d'effectifs salariés, les postes des intérimaires sont en général les premiers supprimés. Inversement, dans un contexte de reprise de l'activité, les entreprises recourent souvent à l'intérim avant des phases éventuelles de recrutement.

Après le pic historique atteint fin 2022, l'emploi intérimaire se replie fortement en 2023. Ainsi, en fin d'année, on dénombre 44 000 emplois intérimaires, soit 2 800 de moins qu'un an auparavant (-6,0 %). L'emploi intérimaire retrouve ainsi un niveau inférieur à celui d'avant la crise sanitaire ► **figure 6**. Le recul est encore un peu plus marqué au niveau national (-6,7 %). Mesuré en équivalent temps plein (ETP) et en moyenne sur l'année 2023, le volume de l'activité intérimaire régresse de 3,7 %. Cette évolution en moyenne annuelle reflète un ralentissement de l'activité au cours de l'ensemble de l'année 2023.

La chute de l'intérim en 2023 influe sur l'évolution globale du nombre d'emplois salariés dans la région. Ainsi, alors que le nombre d'emplois hors intérim augmente de 1,5 % en un an, il n'est en hausse que de 1,2 % en incluant l'intérim ► **figure 7**.

L'emploi intérimaire est en forte baisse dans l'**industrie** (-7,0 %). De ce fait, la faible hausse de 0,4 % de l'emploi industriel direct est inversée en y incluant l'intérim (-0,4 % pour l'emploi total). Au sein des grands secteurs industriels, le nombre d'intérimaires diminue très fortement dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatique (-13,2 %), ramenant ainsi la hausse des emplois directs de ce secteur de 3,2 % à 2,0 %. De même, l'intérim se replie de 11,6 % dans la fabrication d'autres produits industriels qui comprend notamment l'industrie du caoutchouc et du plastique ou la métallurgie. La faible baisse de l'emploi salarié dans ce secteur (-0,2 %) s'en trouve renforcée (-1,1 % en incluant l'intérim). C'est également le cas dans l'industrie

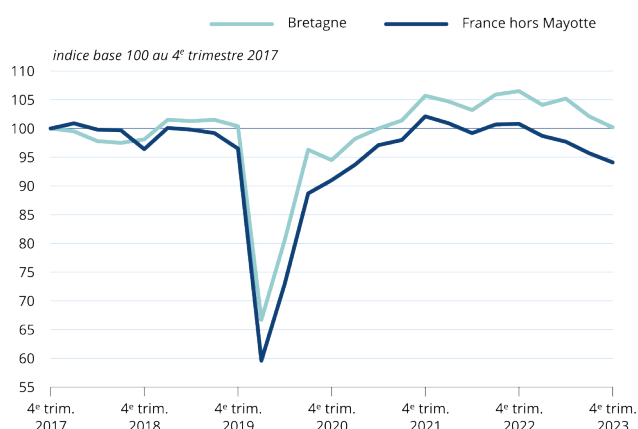
agroalimentaire, qui regroupe près de trois intérimaires sur dix. L'emploi intérimaire y diminue de 6,7 %, ce qui accentue la baisse de l'emploi direct (-0,5 % sans l'intérim, -1,4 % avec). À l'inverse, l'emploi intérimaire augmente fortement dans la fabrication de matériels de transport (+17,1 %), ce qui renforce le gain de l'emploi direct (+1,9 % et +3,2 % en incluant l'intérim).

Le nombre d'intérimaires recule de 3,2 % dans la **construction**. Le tassement de l'emploi direct (-0,3 %) en est renforcé (-0,5 % avec l'intérim).

Dans le secteur **tertiaire marchand**, le recours à l'intérim est plus limité. Néanmoins, le recul sensible de l'emploi intérimaire en 2023 (-5,6 %) affecte l'évolution de l'emploi salarié de l'ensemble de ce secteur : +1,7 % sans l'intérim, +1,5 % avec. Les trois plus gros sous-secteurs utilisateurs sont concernés par cette baisse de l'intérim. La chute la plus importante touche le commerce (-10,4 %), abaissant de 0,3 point la hausse de 0,8 % de l'emploi direct. Dans le transport et entreposage, le gain de l'emploi direct (+0,6 %) est intégralement annulé par la perte d'emplois dans l'intérim (-6,9 %). Enfin, la nette hausse de l'emploi direct dans les services aux entreprises (+2,6 %) est rognée par l'évolution de l'emploi intérimaire (-5,5 %), pour s'établir à +2,3 % en intégrant l'intérim.

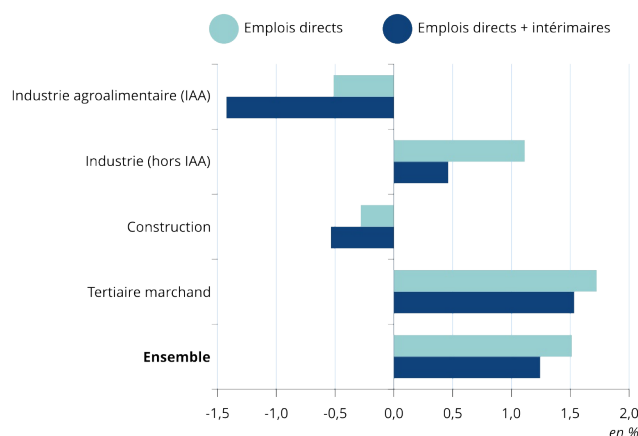
L'évolution de l'emploi intérimaire dans les départements bretons est contrastée. Celui-ci régresse fortement dans le Finistère (-10,3 %) et le Morbihan (-9,9 %). En Ile-et-Vilaine, la baisse est moins marquée qu'au niveau régional (-4,1 %). Les Côtes-d'Armor échappent à la tendance générale, l'emploi intérimaire y reste stable. Ces évolutions différenciées s'expliquent en partie par celles de l'emploi intérimaire dans l'industrie. Le recul y est très marqué dans les deux premiers départements (-10,6 % dans le Finistère et -10,9 % dans le Morbihan), et en particulier dans l'industrie agroalimentaire (respectivement -11,6 % et -14,2 %). Dans les Côtes-d'Armor, l'intérim dans l'industrie faiblit peu (-0,5 %), il est même en hausse dans l'industrie agroalimentaire (+2,3 %).

► 6. Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
Champ : emploi intérimaire.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 7. Évolution de l'emploi salarié total et dans les principaux secteurs ayant recours à l'intérim en Bretagne entre fin 2022 et fin 2023



Note : les intérimaires sont affectés au secteur dans lequel ils effectuent leur mission.
Champ : emploi salarié en fin de trimestre, hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
Sources : Insee, estimations d'emploi au 4e trimestre 2023 ; Dreets Bretagne.